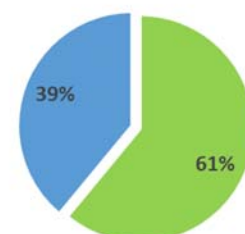
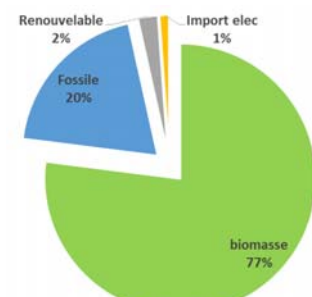


Cadre socio-économique

	Année	Unité	Valeur	
Population totale	2014	Million	17,086 ¹	<div> <div></div> Population rurale <div></div> Population urbaine </div>
Croissance démographique	2014	%	2,9 ²	
Surface	2014	km ²	1.240.190 ³	
PIB	2014	Md US\$ courants	12,0 ⁴	
PIB par habitant	2014	US\$ per cap	704 ⁵	
Croissance du PIB	2014	% annuel	7,2 ⁶	
Pays fragile	2014	Statut	Oui ⁷ (revenu bas)	
Gouvernance	2014	Index/rang	49,5/28 ⁸	
Variation de la gouvernance sur 5 ans	2014	Index	-5,7 ⁸	
Indice du développement humain	2013	Index/rang	0,407/176 ⁹	

Énergie consommée (1 million tep = 11,65 MWh)

	Année	Unité	Valeur	
Énergie primaire – TPES	2008	Million tep	3,58 ¹⁰	
Énergie primaire – Biomasse	2008	Million tep	2,75 ¹⁰	
Énergie primaire – Fossile	2008	Million tep	0,69 ¹⁰	
Énergie primaire – Renouvelable	2008	Million tep	0 ¹⁰	
Énergie primaire – Import électricité	2008	Million tep	0,04 ¹⁰	
Énergie primaire – Import net hydrocarbures	2008	Million tep	0,69 ¹⁰	
Énergie finale – Total domestique	2008	Million tep	3,45 ¹⁰	
Énergie finale – Moderne BLEN ¹¹	2008	Million tep	0,113 ¹⁰	
Énergie finale – Électricité	2014	TWH	1,87 ¹²	

Électricité

	Année	Unité	Valeur	
Demande de pointe	2013	MW	247,8 ¹²	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Capacité installée raccordée	2014	MW	408,7	
Capacité installée thermique fossile	2014	MW	216,3	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Capacité installée hydro	2014	MW	182,9	
Capacité installée renouvelable (hors hydro) ¹³	2008	MW	9,4	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
IPP/capacité installée	2013	%	15,5	
Production énergie électrique	2014	GWh	1.591	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Production d'électricité à partir de combustibles fossiles	2014	GWh	576,7	
Production d'électricité d'origine hydraulique	2014	GWh	997,1	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Production d'électricité à partir de renouvelables	2014	GWh	16,9	
Consommation énergie électrique y compris autoconsommation et pertes	2014	GWh	1.876 ¹²	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Consommation moyenne par habitant	2014	KWh per cap	109,8	
Pertes (totales et techniques et non-techniques) en % de la production	2014	%	21,7	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Pertes (transport, distribution techniques/commerciales)	2014	GWh	407 ¹²	
Importation (+) exportation (-) nette	2014	GWh	286	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Taux d'électrification ¹⁴ totale	2014	%	23,2	
Taux d'électrification urbaine/rurale	2012	%	34,1/7,2	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Lignes haute tension ¹⁵	2014	km	1364,4 ¹²	
Lignes moyenne tension	2014	km	1.678,1 ¹²	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Lignes basse tension	2014	km	3.790,3 ¹²	
Énergies renouvelables/total de la production d'énergie électrique	2013	%	66,9	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Branchements au réseau basse tension (EDM)	2014	Millier	345,1	
Tarif moyen	2013	US\$/kWh	19,1	<div> <div></div> pétrole <div></div> hydro <div></div> import <div></div> Solar </div>
Rapport coûts/tarif	2014	%	1,468	

1 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL>; 2 <http://data.worldbank.org/indicateur/SP.POP.GROW>; 3 <http://data.worldbank.org/indicateur/AG.SRF.TOTL.K2>;

4 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>; 5 <http://data.worldbank.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PP.CD>; 6 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>; 7

<http://www.oecd.org/dac/infocaf/FSR-2014.pdf>; <http://siteresources.worldbank.org/EXT/LICUS/Resources/511777-1269623894864/HarmonizedlistoffragilestatesFY14.pdf>; 8 <http://www.moiabrahamfoundation.org/interact/>; 9 <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/CIV>; 10 www.ecowrex.org/system/files/.../2009_rapport_sie_-_econotec.pdf; 11 BLEN comprend GPL, électricité, gaz naturel et biogaz; 12

<https://www.edm-sa.com.ml/index.php/2014-06-27-10-06-12>; 13 Renouvelable hors hydro (déchets, biomasse, biogaz, géothermie, solaire, éolien, marine); 14 Calculé comme population ayant accès à une source d'électricité dans leur habitation comparé à l'ensemble de la population; 15 Haute tension (>50 kV) moyenne tension (1-50 kV), basse tension (<1000 V).

Politique énergétique

Stratégie énergie domestique (1990); Politique Énergétique Nationale (PEN) de mars 2006, révisée en 2013; Lettre de Politique Sectorielle de l'Énergie (2009-2012) ; Stratégie Nationale pour le Développement des Énergies Renouvelables ; Cadre de Référence pour l'Électrification Rurale ; Stratégie Nationale pour le Développement des Biocarburants (juin 2008); Stratégie de Développement de la Maîtrise de l'Énergie.

Lois de l'énergie

Directive 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public; Directive 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public; Directive C/DIR/1/06/13 du 21 juin 2013 de la CEDEAO sur l'organisation du marché régional de l'électricité; Loi n°67-12/AN-RM du 13 avril 1967 créant la Direction de l'Hydraulique et de l'Énergie; Ordonnance n°90-45/P-RM du 04 septembre 1990 créant le Centre National de l'Énergie Solaire et des Énergies Renouvelables (CNESOLER); Loi n°90-105/AN-RM du 11 octobre 1990 créant la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM); Loi n°90-103/AN-RM du 11 octobre 1990 créant le Programme pour le Développement des Ressources Minérales (PDRM); Ordonnance n° 90-64/P-RM du 08 novembre 1990 créant la Direction Nationale de l'Hydraulique et de l'Énergie (DNHE); Loi n° 92-009 du 27 août 1992 créant l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP); Loi n° 98-056 du 17 décembre 1998, ratifiant l'Ordonnance n° 98-025/P-RM du 25 août 1998 créant la Direction Nationale de la Conservation de la Nature (DNCN); Ordonnance n° 99-013/P-RM du 1er avril 1999, ratifiée par la loi n° 99-022 du 15 juin 1999 créant la Direction Nationale de l'Énergie (DNE); Ordonnance n°00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité; Ordonnance n° 00-021/P-RM du 15 mars 2000, ratifiée par la loi n°00.080 du 22 décembre 2000 créant la Commission de Régulation de l'Électricité et de l'Eau (CREE); Ordonnance n° 02-060/P-RM du 05 juin 2002 créant l'Agence Malienne de Radioprotection (AMARAP); Loi n° 03-006 du 21 mai 2003 créant l'Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER); Ordonnance n° 04-033 du 23 septembre 2004 créant l'Autorité pour la Promotion de la Recherche Pétrolière au Mali (AUREP); Loi n°02-006 du 31 janvier 2002 portant Code de l'Eau au Mali; Loi n° 05-019 / du 30 mai 2005 portant modification de l'Ordonnance n° 00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'Électricité; Ordonnance N°09-006/P-RM du 04 mars 2009 portant création de l'Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB); Ordonnance N°XX-031/P-RM du 25 septembre 20XX portant création de l'Inspection de l'Énergie et de l'Eau

Textes d'application

Décret n° 128/PG-RM du 30 mars 1961 sur l'organisation du Service de l'Hydraulique et de l'Électricité; Décret n°138/PG-RM du 11 novembre 1966, sur l'organisation et fonctionnement de la Direction Nationale de l'Hydraulique et de l'Énergie (DNHE); Décret N°90-434/P-RM du 31 octobre 1990 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du CNESOLER; Décret 02-583/P-RM du 20 décembre 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DNGM; Décret 02-584/P-RM du 20 décembre 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du PDRM; Décret n°90-458/P-RM du 08 novembre 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DNHE; Décret n° 93-098/ P-RM portant modification de l'article 3 du Décret n° 92-155/ P-RM du 14 octobre 1992 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'ONAP; Décret n°98-292/P-RM du 08 septembre 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DNCN; Décret n° 99-186/P-RM du 05 juillet 1999, modifié par le décret 07-254/P-RM du 02 août 2007, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement d la DNE; Décret 00-185/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de la régulation de l'électricité et de l'eau; décret n° 02-107/P-RM du 05 mars 2002, instituant le visa de conformité des installations électriques intérieures aux normes et règlements de sécurité ; Décret n° 02-333/P-RM du 06 juin 2002 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'AMARAP; Décret n°03-226/P-RM du 30 mai 2003 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'AMADER; Décret n°04-582/P-RM du 21 décembre 2004 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'AUREP; Décret n°07-264/P-RM du 2 août 2007 déterminant le cadre organique des services régionaux et subrégionaux de l'Énergie; Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public; Décret N°09-082/P-RM du 04 xx 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'ANADEB; Décret n°09-503/P-RM du 23 septembre 2009 qui suspend pour une durée de 5 ans la perception des droits et taxes éligibles au cordon douanier sur les équipements d'énergie renouvelable à l'importation, à l'exception du prélèvement communautaire de solidarité et de la redevance statistique qui restent entièrement dues

Régulateur de l'énergie/l'électricité

Commission de Régulation de l'Électricité et de l'Eau (CREE) chargée de (i) soutenir le développement du service public de l'électricité et de l'eau; (ii) défendre les intérêts des usagers et la qualité du service public; (iii) contrôler les appels d'offres et de l'octroi de concessions et de délégation de gestion; (iv) suivre des transactions entre les opérateurs dans le secteur de l'électricité.

Opérateurs en charge de l'électricité

Concessionnaire Énergie du Mali (EDM.SA), deux Sociétés de Services Décentralisés (SSD) : Korayé Kurumba, Yéleen Kura et d'autres permissionnaires de PCASER du genre SSD

Institution en charge de l'électrification rurale

Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER) chargée de (i) mettre en œuvre le Projet Énergie Domestique et Accès aux Services de Base en milieu rural (PEDASB) et (ii) de réguler et contrôler le développement de l'activité d'électrification rurale.

Institution en charge des énergies renouvelables

Le Centre National de l'Énergie Solaire et des Énergies Renouvelables (CNESOLER) devenu Agence des Énergies Renouvelables (AER) chargée de la planification, de l'assistance technique et des investissements; création de la Commission Nationale des Énergies Renouvelables (CER)

Institution en charge de l'économie de l'énergie et l'efficacité énergétique

Direction Nationale de l'Energie (DNE), notamment à travers la Division Maîtrise de l'Energie (DME)

Institution de protection de l'environnement

Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)

Objectif énergétique

Augmenter le taux d'électrification à 55% en 2015 et 80 % en 2020; accroître la part des ENR dans la production nationale d'électricité de moins de 1% en 2004 à 6% en 2010 et 10 % en 2015
Les ventes de tout producteur indépendant, auto-producteur ou importateur à l'acheteur central ne sont pas soumis à la réglementation des tarifs et font l'objet d'un contrat d'achat aux prix négociés qui doit être soumis à et approuvé par la CREE (ordonnance n°00-019, chapitre 3)

Politique de tarif de rachat (FiT)**Politique de facturation nette (net metering)**

À confirmer

Marchés publics (enchères)

À confirmer

Dégrouper production/transport/distribution (unbundling)

Les activités de production, de transport et de distribution de l'électricité sont libéralisées sur tout le territoire. Dans les faits, EDM SA, opérateur historique, bénéficie d'un périmètre concédé important couvrant les centres urbains du Mali; par ailleurs EDM SA est le concessionnaire unique du réseau de transport et de la distribution et est acheteur central sur son périmètre. Tout service public de l'électricité est assuré à travers une concession ou une licence (ou autorisation) sur un périmètre bien circonscrit.

Secteur privé et environnement des affaires

Institutions de promotion du secteur privé

L'Agence de Promotion de l'Investissement du Mali (API-Mali) offre un point d'entrée unique pour toutes les procédures de création d'entreprises, d'assistance aux investisseurs et de délivrance d'agréments au code des investissements du Mali.

Mesures d'incitation

À confirmer

Subventions classiques

À confirmer

IPP (producteur indépendant d'électricité)

Oui (SOPAM)

Partenariats public-privé

Il existe un cadre pour le partenariat public/privé sous forme de contrat de concession en Build, Own, Operate and Transfert (BOOT). EDM est un partenariat public (66%) privé (34% IPS WA)

Indice d'affaires

Classé 143 sur 189 pays par la Banque mondiale en 2016

Coopération internationale dans le secteur de l'énergie

Déclaration conjointe EU-pays

Non

Énergie comme secteur de concertation pour le 11e FED

Non

Donateurs présents dans le pays

EU, BAD, GIZ, Banque mondiale, PNUD, BIDC, BOAD, AFD, KFW, DANIDA, USAID, CTB, Coopération néerlandaise, Coopération indienne

Mécanisme de concertation sectorielle

À confirmer

Principales problématiques

- Réforme du cadre institutionnel et réglementaire
- Renforcement des mécanismes de partenariat public-privé dans le secteur énergétique
- Mise en place de mécanismes de financement adaptés pour les projets énergétiques
- Renforcement de la capacité à mobiliser des financements
- Mise en place d'un système d'allègement fiscal pour les biocarburants et d'un cadre réglementaire, fiscal et normatif adéquat
- Information et sensibilisation sur les EnR
- Réduire les pertes techniques et non-techniques du réseau électrique et accroître le taux d'encaissement